

Infocentre du Système National d'Enregistrement (SNE)

BILAN INTERMÉDIAIRE AU 30 JUIN 2020



DONNÉES RELATIVES A L'INFOCENTRE

DU SYSTÈME NATIONAL D'ENREGISTREMENT AU 30 JUIN 2020

Un semestre particulier, avec un relogement entravé par l'urgence sanitaire

Lors du confinement, de nombreuses activités ont été suspendues, impactant ainsi la rotation dans le parc social. Ainsi, certains travaux devant être réalisés entre deux locataires ont pu prendre du retard, décalant quelques fois les emménagements, limités par ailleurs en raison de la crise sanitaire. L'ensemble de ces éléments a de fait entraîné une diminution du nombre de logements sociaux disponibles et donc une baisse des propositions faites aux demandeurs de logements sociaux.

Toutefois, de nombreux bailleurs de la région se sont adaptés à la situation, en organisant des commissions d'attributions des logements sociaux de façon dématérialisée ou en optimisant la gestion des dossiers afin de rattraper le retard dès la sortie du confinement. Ainsi, le nombre d'attributions de logements sociaux, bien qu'inférieur aux années précédentes, n'a pas été drastiquement impacté sur l'ensemble du premier semestre 2020.

En parallèle, un délai supplémentaire de 3 mois a été accordé pour tous les renouvellements de demande de logement social, notamment pour ne pas pénaliser les personnes qui effectuent leur renouvellement de demande de logement social en guichet (bailleurs, communes) et qui n'auraient pas pu les déposer dans les temps en raison de leur fermeture pendant le confinement. Leur demande n'ont donc pas radiée et l'ancienneté acquise jusqu'alors a bien été conservée. Attention, depuis le début du mois de juillet, ce délai est revenu au délai normal d'un mois.

L'Infocentre du Système National d'Enregistrement (SNE) est resté fonctionnel durant la crise sanitaire. Toutefois, la bonne saisie des dossiers a pu être légèrement entravée (travail à distance).

Les données communiquées dans ce rapport sont extraites de l'Infocentre du Système National d'Enregistrement (SNE), qui comptabilise l'ensemble des demandes de logement social en France.

Les données utilisées pour ce rapport datent du 31 juillet 2020. Leur précision dépend de la bonne saisie des dossiers dans les bases de données SNE et InfoDALO.

Ces indicateurs viennent actualiser le [bilan SNE 2019](#) préalablement mis en ligne sur le site de la DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les demandes de logement social au 30 juin 2020

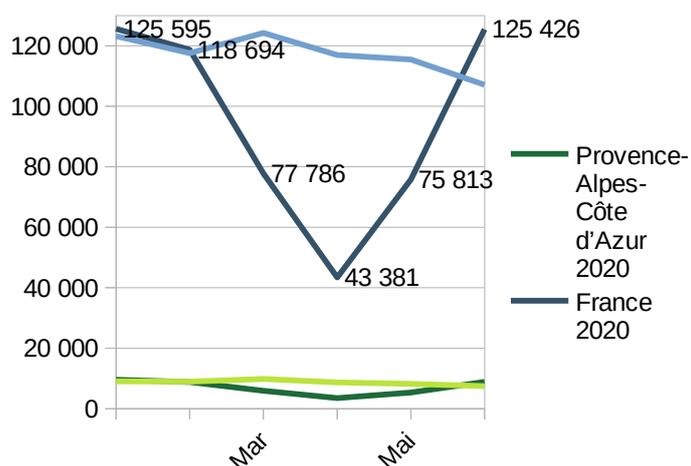
Au 30 juin 2020, le nombre de demandes de logement social actives en Provence-Alpes-Côte d'Azur s'élevait à 196 436, soit 8,48 % des demandes au niveau national.

Les demandes en mutation (d'un logement social à un autre) représentent 26,7 % des demandes, proportion habituellement observée.

	Hors Mutation	Mutation	Somme
Alpes-de-Haute-Provence	2 634	980	3 614
Alpes-Maritimes	33 880	8 510	42 390
Bouches-du-Rhône	66 057	26 828	92 885
Hautes-Alpes	2 166	1 064	3 230
Var	28 328	8 790	37 118
Vaucluse	10 935	6 264	17 199
Provence-Alpes-Côte d'Azur	144 000	52 436	196 436
France	1 542 220	774 465	2 316 685

Sur ces 196 436 demandes, 332 émanent d'associations.

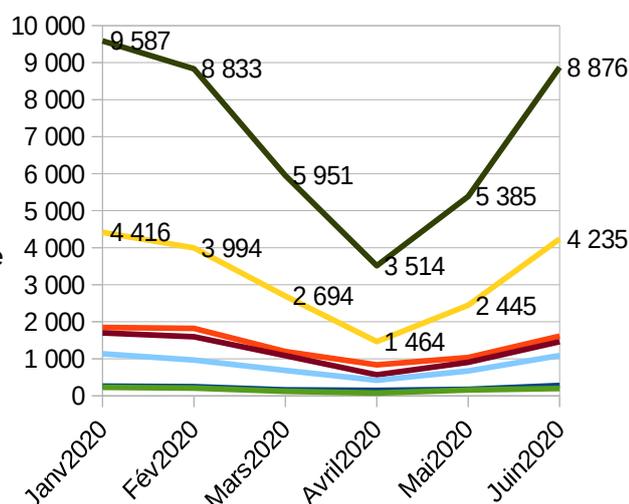
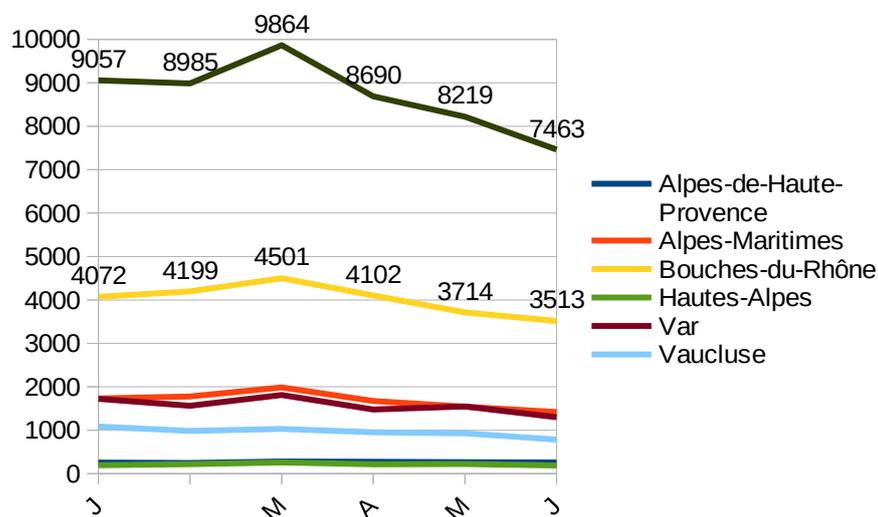
Evolution des demandes de logement social pendant le premier semestre 2020



À l'échelle nationale, le confinement a eu un impact sur les demandes de logement social, qui diminuent en février 2020, puis chutent les deux mois suivants (courbe vert clair ci-contre), certainement en raison de la fermeture des guichets et de la difficulté à se procurer certains documents à cette période.

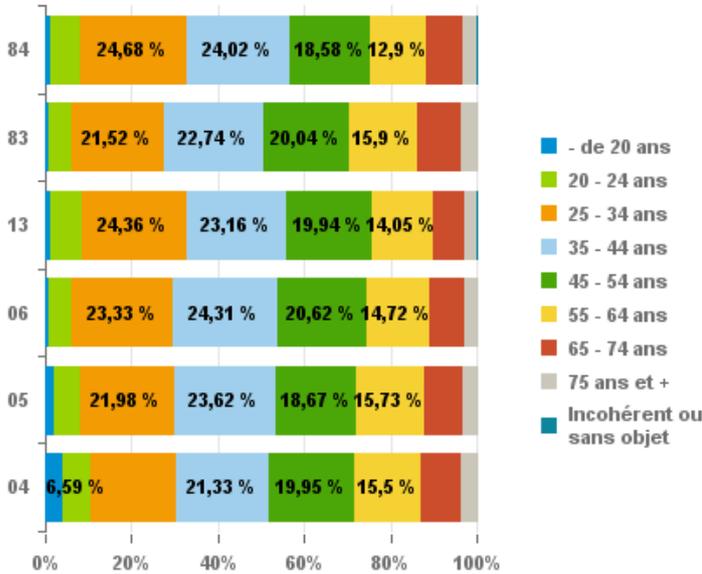
Au niveau régional, la crise sanitaire a également eu un impact, particulièrement ressenti en mars et en avril 2020 (voir diagrammes ci-dessous).

L'année 2019, sur la même période, avait connu une continuité, avec un rythme de 7 500 à 9 100 demandes déposées mensuellement en Provence-Alpes-Côte d'Azur. 52 278 demandes avaient été déposées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2019, contre 42 146 demandes pour le premier semestre 2020, soit une diminution de 19,4 % d'une année à l'autre.

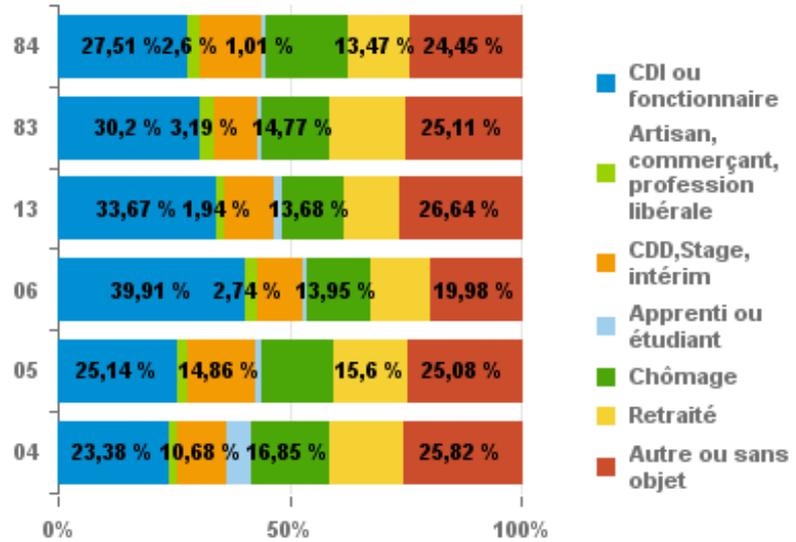


Statistiques départementales relatives aux demandeurs de logement social

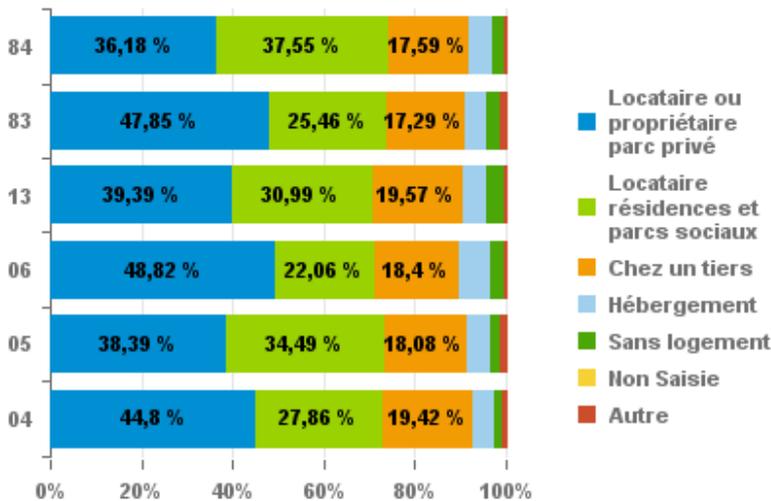
Tranches d'âge des demandeurs par département



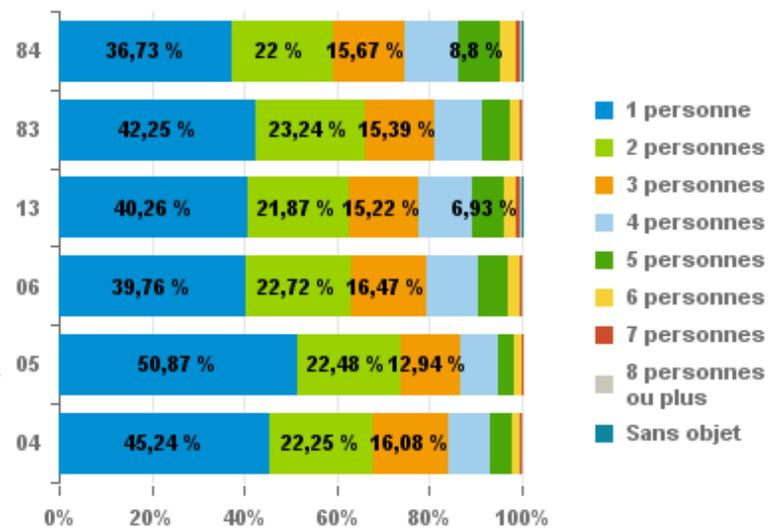
Demandeurs selon l'activité professionnelle



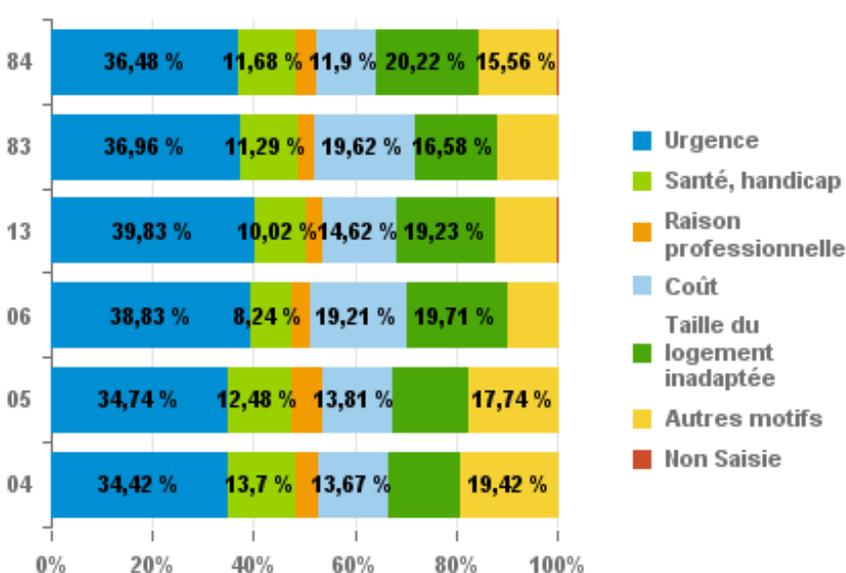
Logement actuel des demandeurs en fonction de la localisation souhaitée



Taille du ménage selon le département souhaité



1er motif avancé dans la demande en fonction de la localisation souhaitée



Urgence

Sans logement, hébergé, en logement temporaire, décohabitation, démolition, divorce, séparation, décohabitation, en procédure d'expulsion, logement insalubre ou dangereux, logement non décent, logement repris ou mis en vente, violences familiales

Santé, handicap

Raisons de santé, handicap

Taille du logement inadaptée

Logement trop grand ou trop petit

Raison professionnelle

Mobilité professionnelle, mutation, demandeur ou conjoint assistant(e) maternel(le) ou familial(e), rapprochement du lieu de travail

Coût

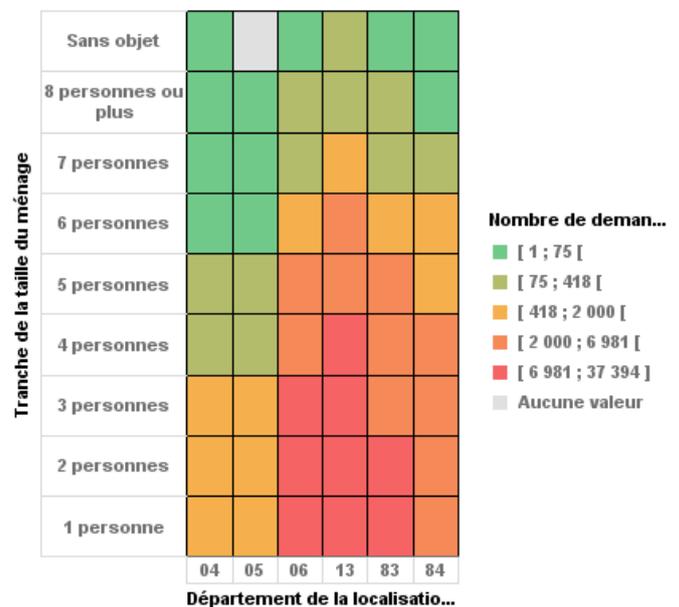
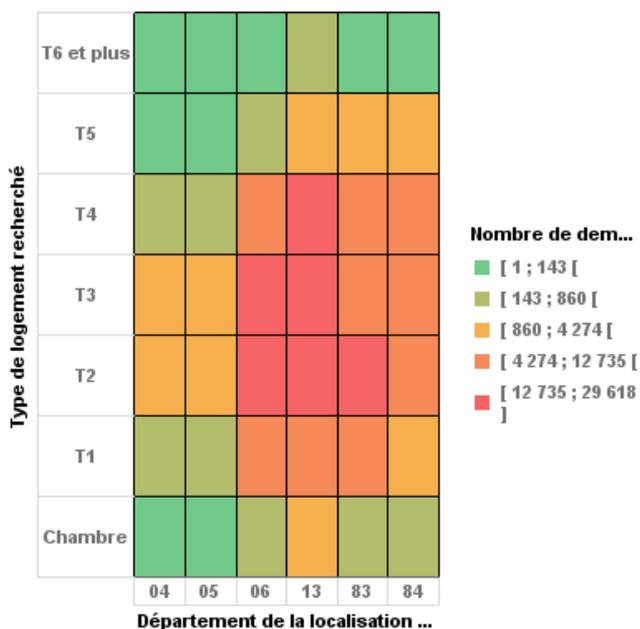
Accédant à la propriété en difficulté, logement trop cher

Autres motifs

Futur mariage, concubinage, PACS, problèmes d'environnement ou de voisinage, rapprochement de la famille, regroupement familial, rapprochement des équipements et services, renouvellement urbain, autres motifs.

Logements recherchés par les demandeurs de logement social

	Chambre	T1	T2	T3	T4	T5 et +	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	29	514	1 138	1 148	711	74	3 614
Hautes-Alpes	26	484	1 104	987	538	91	3 230
Alpes-Maritimes	535	6 586	14 509	13 624	6 545	591	42 390
Bouches-du-Rhône	1 183	10 065	29 165	29 618	19 792	3 062	92 885
Var	367	4 274	12 735	11 817	6 838	1 087	37 118
Vaucluse	185	1 416	4 566	5 815	4 339	878	17 199
Provence-Alpes-Côte d'Azur :	2 325	23 339	63 217	63 009	38 763	5 783	196 436



Position des demandeurs par rapport aux plafonds sociaux

	=< PLAI	> PLAI et =< PLUS	> PLUS et =< PLS	> PLS	Non saisie	Somme :
Alpes-de-Haute-Provence	2 610	668	111	55	170	3 614
Alpes-Maritimes	25 422	9 053	2 000	907	5 008	42 390
Bouches-du-Rhône	62 022	16 049	3 150	1 405	10 259	92 885
Hautes-Alpes	2 047	726	138	63	256	3 230
Var	24 437	7 528	1 395	611	3 147	37 118
Vaucluse	12 346	2 842	395	176	1 440	17 199
Somme :	128 884	36 866	7 189	3 217	20 280	196 436

Les attributions de logements sociaux du 01 janvier 2020 au 30 juin 2020

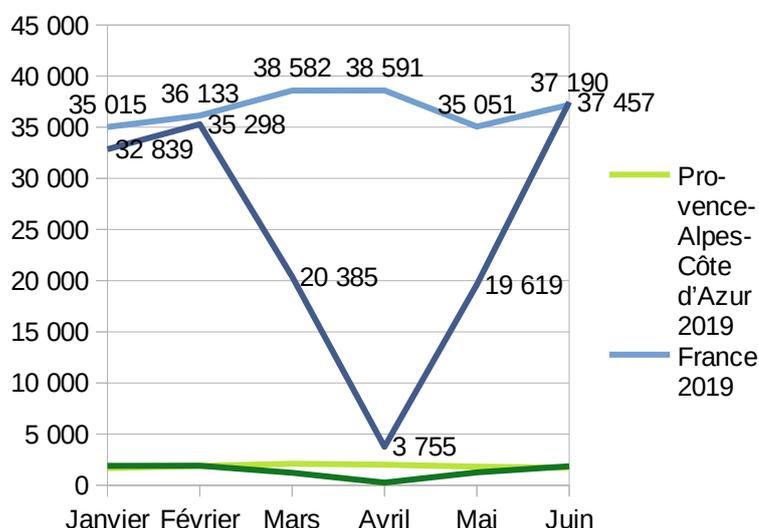
Pendant le premier semestre 2020, 8 384 attributions ont été faites en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit 5,62 % des attributions à l'échelle nationale.

Sur les 8 384 attributions, 81 ont concerné des associations.

Les mutations représentent 27,55 % des attributions régionales.

	Hors Mutation	Mutation	Somme
Alpes-de-Haute-Provence	272	64	336
Alpes-Maritimes	1 019	237	1 256
Bouches-du-Rhône	2 959	978	3 937
Hautes-Alpes	94	30	124
Var	1 384	259	1 643
Vaucluse	812	276	1 088
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 540	1 844	8 384
France	108 134	41 129	149 263

Evolution des attributions de logement social pendant le premier semestre 2020

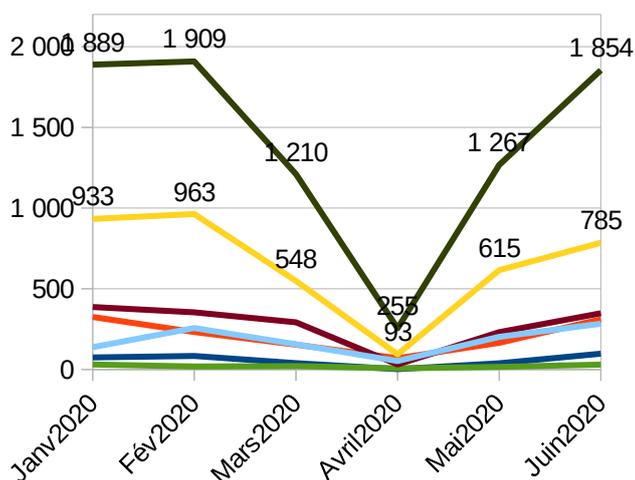
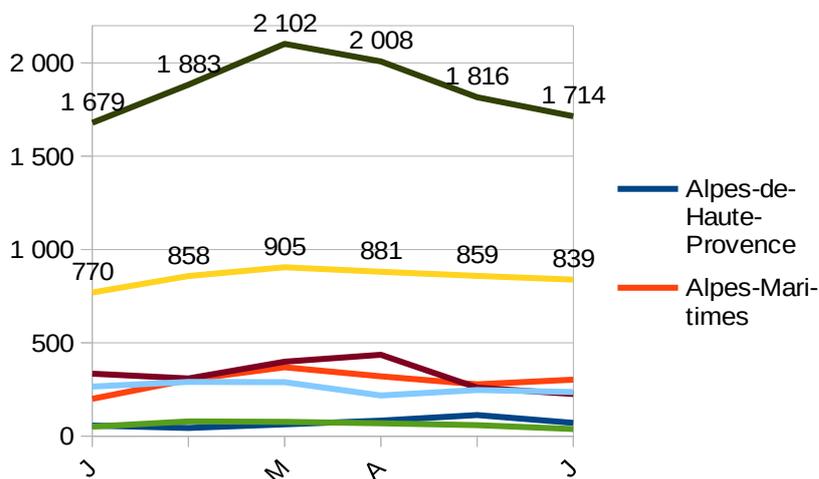


Au premier semestre 2020 en France, les attributions ont connu une forte baisse aux mois de mars et d'avril, soit, ici aussi, pendant le confinement.

Comme évoqué en introduction, le confinement a imposé de nombreuses restrictions, notamment liées aux travaux et aux déménagements. Toutefois, il apparaît clairement qu'une fois le confinement passé, la reprise des attributions a été rapide, revenant en juin à des valeurs globalement équivalentes à celles connues avant la crise sanitaire.

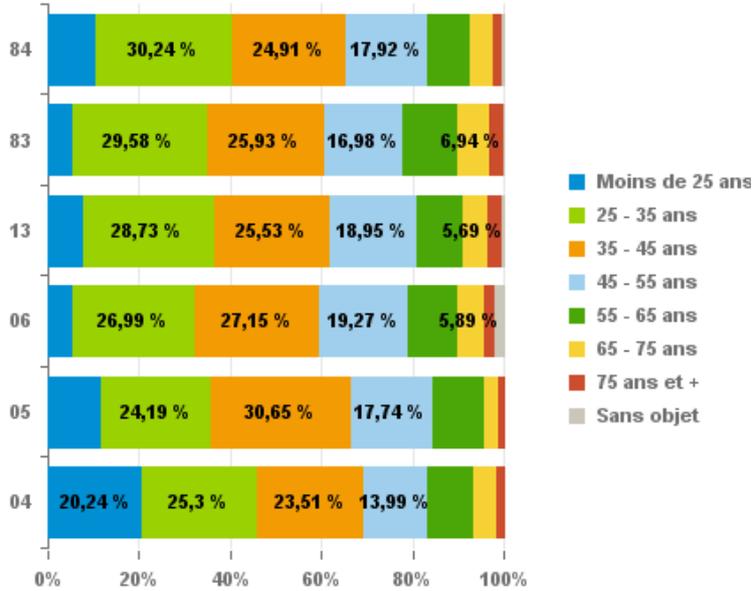
À l'échelle régionale, le même phénomène peut être observé. Certains départements ont connu une baisse marquée plus tôt (Bouches-du-Rhône, Vaucluse) que d'autres (Var).

Au 1^{er} semestre 2019, 11 202 attributions avaient été réalisées en Provence-Alpes-Côte d'Azur, contre 8 384 en 2020, soit une diminution de 25,16 %. Les diagrammes permettent de comparer finement les tendances des années 2019 (ci-dessous à gauche) et 2020 (ci-dessous à droite).

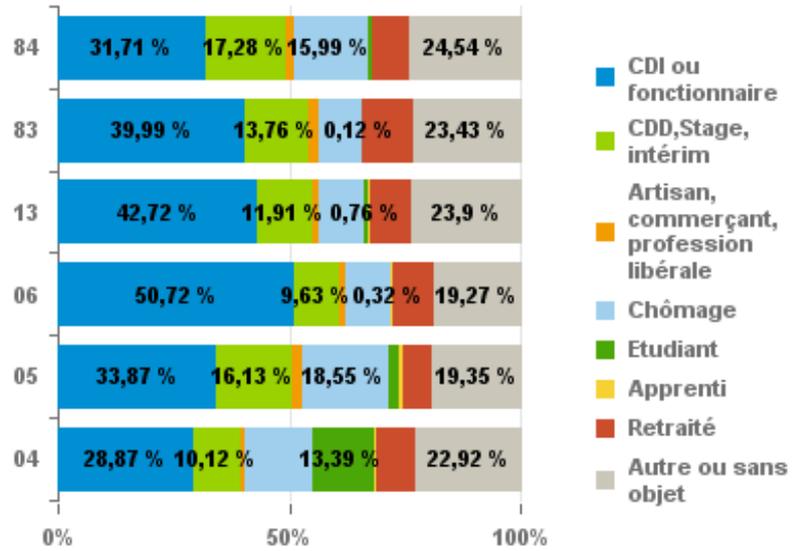


Statistiques départementales relatives aux demandeurs de logement social

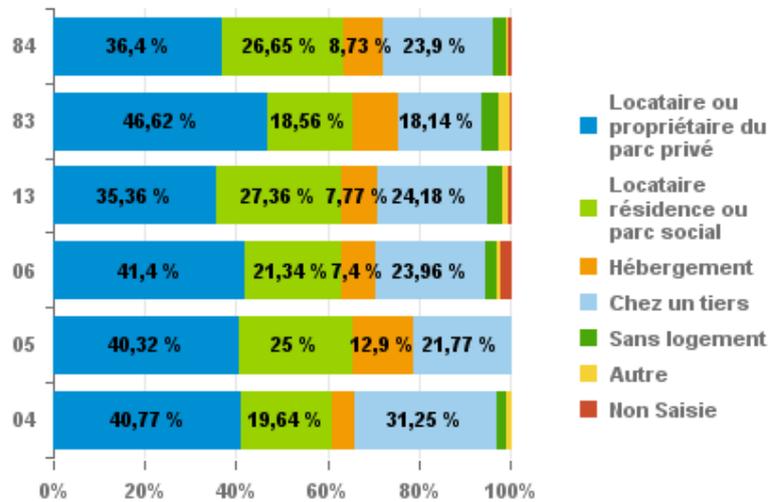
Attributions selon l'âge du demandeur



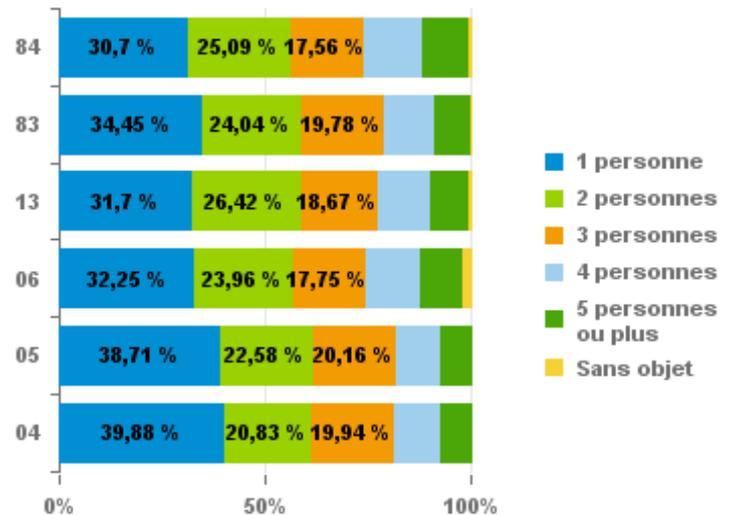
Attributions selon la situation professionnelle



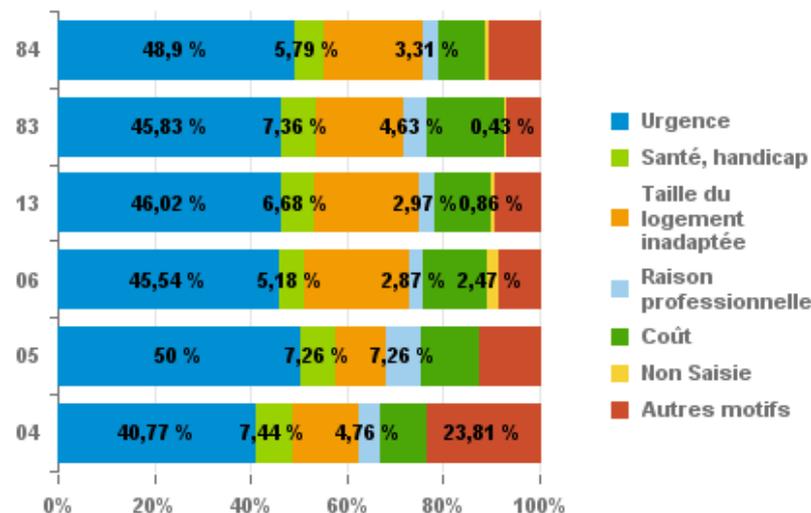
Attributions selon le mode de logement précédent



Attributions selon la taille du ménage par département



Attributions selon le 1er motif de la DLS



Urgence

Sans logement, hébergé, en logement temporaire, décohabitation, démolition, divorce, séparation, décohabitation, en procédure d'expulsion, logement insalubre ou dangereux, logement non décent, logement repris ou mis en vente, violences familiales

Santé, handicap

Raisons de santé, handicap

Taille du logement inadaptée

Logement trop grand ou trop petit

Raison professionnelle

Mobilité professionnelle, mutation, demandeur ou conjoint assistant(e) maternel(le) ou familial(e), rapprochement du lieu de travail

Coût

Accédant à la propriété en difficulté, logement trop cher

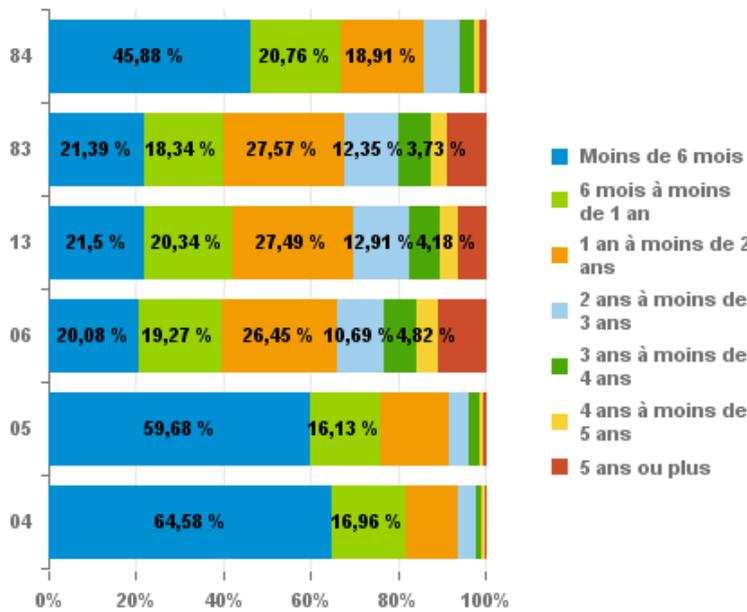
Autres motifs

Futur mariage, concubinage, PACS, problèmes d'environnement ou de voisinage, rapprochement de la famille, regroupement familial, rapprochement des équipements et services, renouvellement urbain, autres motifs.

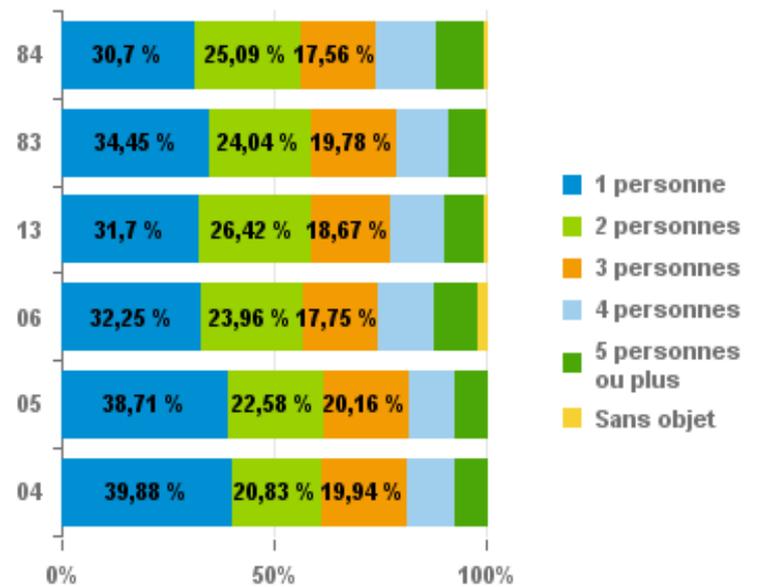
Logements attribués aux demandeurs de logement social

	T1	T2	T3	T4	T5 et plus	Somme
Alpes-de-Haute-Provence	[44;53]	58	106	100	[11;21]	336
Alpes-Maritimes	86	417	474	241	38	1 256
Bouches-du-Rhône	162	940	1 665	974	196	3 937
Hautes-Alpes	[1;11]	22	47	34	[1;11]	124
Var	50	499	609	378	107	1 643
Vaucluse	28	160	453	369	78	1 088
Provence-Alpes-Côte d'Azur	389	2 096	3 354	2 096	449	8 384

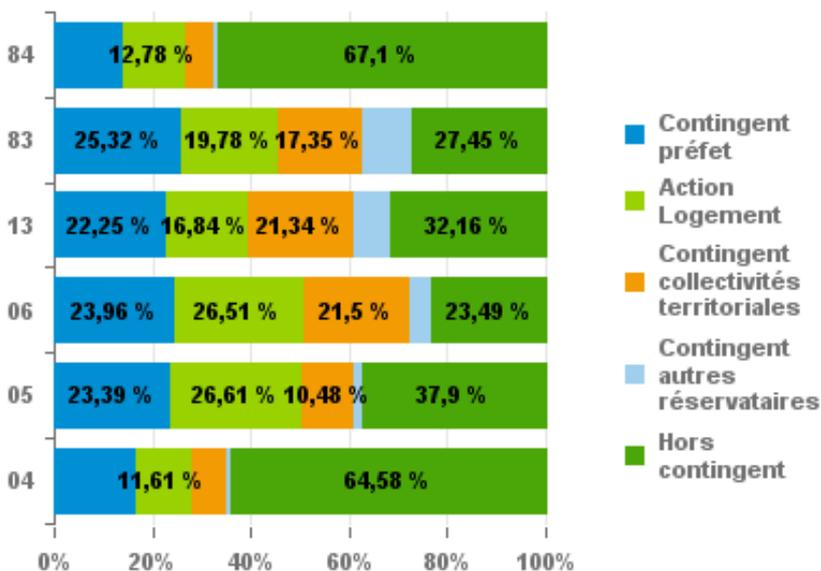
Tranches du délai des attributions



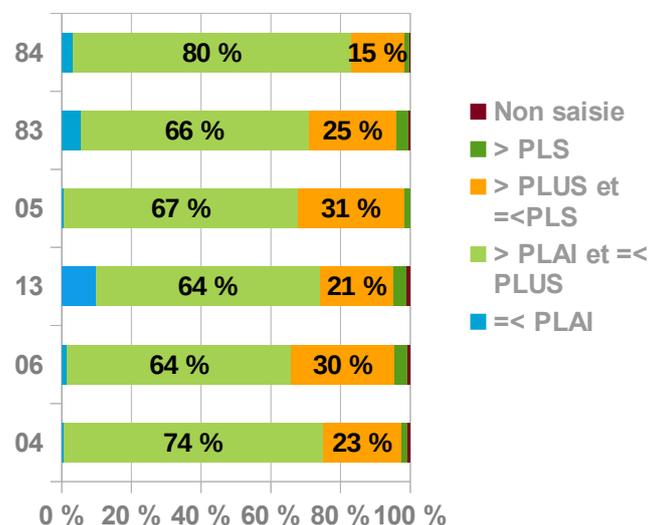
Attributions selon la taille du ménage par département



Attributions par réservataire



Attributions par rapport aux plafonds sociaux



Rédaction

Justine NATUCCI

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Service Énergie Logement
Unité Politique de l'Habitat

Validation

Jacqueline DEJARDIN

Responsable de l'Unité Politique de l'Habitat

Pierre FRANC

Chef du Service Énergie Logement

Contact

uph.sel.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr
<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/>